



ÉTABLISSEMENT
EN GESTION DIRECTE



aefe
Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Personne publique / Pouvoir adjudicateur :

Groupement des établissements en gestion directe de l'AEFE de
Casablanca – Mohammedia
Lycée Lyautey
260 boulevard Ziraoui
20 040 Casablanca
MAROC
ICE : 002163993000042

Objet de la consultation :

ACCORD CADRE A MACHÉS SUBSEQUENTS n° 2026/004

Fourniture et livraison de matériels pédagogiques

Identification du signataire :

L'Ordonnateur du Groupement des établissements en gestion directe de l'Agence pour
l'Enseignement Français à l'Etranger à Casablanca - Mohammedia,
M. Didier DEVILARD

Identification du service en charge de l'exécution du marché public :

La Secrétaire Générale du Groupement des établissements en gestion directe de l'Agence
pour l'Enseignement Français à l'Etranger à Casablanca - Mohammedia,
Mme Laurence ROBBY-MENARDI

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE	3
1.2 FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE.....	3
1.3 DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DE L ACCORD CADRE.....	4
2.1 PIECES PARTICULIERES	4
2.2 PIECES GENERALES.....	4
ARTICLE 3 : MARCHES SUBSEQUENTS	4
3.1 MODALITÉS DE MISE EN CONCURRENCE	4
3.2 MODALITÉS D'ANALYSE	5
ARTICLE 4 : MODALITÉS DE DETERMINATION DU PRIX.....	5
4.1. CONTENU DES PRIX.....	5
4.2 CARACTERE DES PRIX	6
4.3 AVANCE FORFAITAIRE	6
ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION.....	6
5.2 RESTRICTIONS PARTICULIERES	6
5.3. DELAI DE LIVRAISON	7
5.4 LIEU ET HORAIRES DE LIVRAISON	7
5.4.1. Lieux	7
5.4.2. Horaires	7
5.5. CONDITIONS DE LIVRAISON	7
5.5.1. Emballage et Transport.....	7
5.5.2. Etablissement de bons de livraison	7
5.5.3. Vérification	8
5.5.4. Admission des fournitures	8
5.5.5. Décision de rejet	8
5.6 COMPLEMENTS A LA PRESTATION	8
5.6.1. Suivi des commandes	8
5.6.2. Suivi commercial	8
5.7 DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ	8
ARTICLE 6 : GARANTIE	8
ARTICLE 7 : PAIEMENTS ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	8
ARTICLE 8 : PENALITES DE RETARD	9
8.1. MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES.....	9
8.2. MONTANT DES PENALITES.....	9
ARTICLE 9 : CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	10
ARTICLE 10 : ASSURANCE	10
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 12 : RESILIATION	10
ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES.....	11

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord cadre a pour objet de fixer les modalités d'exécution **des prestations de fourniture et livraison de matériels pédagogiques pour les établissements** du groupement en gestion directe de l'AEFE de Casablanca – Mohammedia :

- Lycée Lyautey, 260 boulevard Ziraoui, 20040 Casablanca
- Annexe Beaulieu, Rue Aït Ourir, Casablanca
- Ecole Ernest Renan, 1 rue de la Pie, 20410 Casablanca
- Ecole Georges Bizet, boulevard Gandhi, 20200 Casablanca
- Ecole Molière, 15 boulevard Mohamed Abdou, 20100 Casablanca
- Ecole Théophile Gautier, boulevard Bir Anzarane, 20250 Casablanca
- Collège Anatole France (y compris site du stade), rue de Vouziers, 20300 Casablanca
- Ecole Claude Bernard, rue de l'Aisne, 20300 Casablanca
- Groupe scolaire Claude Monet, avenue Yacoub El Mansour, Mohammedia

1.2 FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE

L'accord cadre est multi-attributaire à marchés subséquents.

Les prestations définies aux CCTP de chacun des CINQ (5) en lots.

Lot n° 1	Acquisition de matériels pédagogiques de sciences
Lot n° 2	Acquisition de matériels pédagogiques de sport
Lot n° 3	Acquisition de matériels pédagogiques éducatifs
Lot n° 4	Acquisition de matériels pédagogiques de secourisme
Lot n° 5	Acquisition de matériels pédagogiques de musique

Le descriptif et les spécifications des matériels pédagogiques et fournitures sont indiqués sur chaque bordereau des prix unitaires (BPU) et au cahier des clauses techniques particulières CCTP de chaque lot.

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) définissant le détail de l'ensemble des prestations à réaliser.

Le marché a pour objectif de référencer au maximum 3 opérateurs par lot, économiques afin d'assurer la fourniture, et la livraison de matériels pédagogiques.

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner à un seul ou plusieurs lots

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents sont attribués après la remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents sont des marchés uniques, non fractionnés, conclus avec l'opérateur économique, lauréat du marché subséquent désigné après mise en concurrence entre les titulaires de l'accord-cadre.

Définitions

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

- « Accord-cadre multi-attributaires » : marché public conclu par un ou plusieurs acheteurs avec plusieurs opérateurs économiques ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés subséquents passer au cours d'une période donnée.

- « Marchés subséquents » : marchés passés sur le fondement de l'accord-cadre ; Ce marché public peut compléter les dispositions de l'accord-cadre sans le modifier substantiellement.

Le marché subséquent, passé exclusivement avec le titulaire de l'accord-cadre sera porté par les services bénéficiaires de l'accord-cadre.

Représentation des parties

Le groupement est dénommé ci-après : « l'Administration », « l'Acheteur » ou « le Pouvoir adjudicateur ».

L'entreprise titulaire du marché est dénommée ci-après : « le titulaire ».

1.3 DUREE DU MARCHE

Le présent accord cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la date de notification.

Il sera ensuite reconductible expressément trois (3) fois pour une période d'un (1) an. La durée maximum du marché est donc de quatre (4) ans, reconduction comprise.

La non reconduction prendra la forme d'une décision expresse de la part de la personne responsable du marché (courrier avec accusé de réception ou mail) et interviendra dans un délai de 2 deux (2) mois avant l'échéance du renouvellement. Les titulaires du marché ne peuvent refuser sa reconduction.

La durée d'exécution des marchés subséquents ne pourra dépasser un délai de six (6) mois après la date d'expiration.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DE L ACCORD CADRE

Les pièces constitutives de l'accord cadre, par ordre de priorité, sont les suivantes :

2.1 PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le mémoire technique complété par les titulaires ;

2.2 PIECES GENERALES

Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente des titulaires et/ou des fabricants qu'ils distribuent ne font pas partie des documents contractuels.

ARTICLE 3 : MARCHES SUBSEQUENTS

3.1 MODALITÉS DE MISE EN CONCURRENCE

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, à la survenance du besoin, le pouvoir adjudicateur, consulte concomitamment tous les titulaires de l'accord-cadre par écrit en précisant :

- ses besoins en quantité et nature,
- les modalités de réponse et de présentation de l'offre,
- le délai d'exécution plafond,
- les critères de jugement des offres et leur pondération,
- la date et l'heure limites ainsi que le lieu de remise des offres.

Cette consultation a lieu au moins 7 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Le délai de consultation tient compte du temps nécessaire à la bonne constitution d'une offre compte tenu des besoins ciblés, et peut être modifié en cours de consultation. (Sauf urgence impérieuse motivée par une raison de sécurité).

Les mises en concurrence se feront par lettre de consultation adressée par courrier électronique. L'offre devra parvenir par courrier électronique à chaque responsable de site désigné au démarrage du marché. Le candidat qui ne souhaite pas répondre devra le préciser par écrit (mail aux adresses des personnes en charge de la commande cf. supra)

Chaque offre est accompagnée de tous les justificatifs administratifs et techniques demandés. Les offres parvenues hors délai ne sont pas prises en considération et sont assimilées à une absence d'offre.

Les titulaires pourront obtenir des informations complémentaires en les demandant impérativement par courriel aux adresses de courriels dont la liste sera remise au début du marché. Les réponses seront communiquées par courriel aux autres titulaires, dans les 30 jours qui suivent la date limite de remise des offres.

Le délai de validité des offres, lors de chaque mise en concurrence, est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

L'offre proposée devra comporter les informations suivantes :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la désignation de la prestation ;
- la quantité commandée ;
- le prix unitaire de la prestation ;
- le délai de livraison ;
- les conditions de livraison ;
- le lieu de livraison ;
- le taux de TVA ;
- le prix total en EURO OU MAD HT et TTC.

3.2 MODALITÉS D'ANALYSE

Chaque marché subséquent sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse déterminée selon les critères suivants :

- ✓ Les prix des matériels proposés : seront pondérés entre 40% et 60%
- ✓ Le délai livraison : sera pondéré entre 15 % et 30 %
- ✓ Les conditions de livraison : mode de conditionnement (par classe, par établissement), organisation de la livraison, gestion du déballage/reprise des emballages : seront pondérés entre 15 % et 30 %

L'attributaire ainsi que le(s) candidat(s) non retenu(s), seront avisés par courrier électronique.

ARTICLE 4 : MODALITÉS DE DETERMINATION DU PRIX

4.1. CONTENU DES PRIX

Les fournitures et services objet du marché, seront réglées par application des prix unitaires HT indiqués lors de la remise des offres des marchés subséquents et ne pourront pas être supérieurs aux prix plafonds inscrits sur le bordereau des prix unitaires remis au niveau de l'accord cadre. Pour les matériels présents dans le BPU de l'accord cadre, il s'agit des prix de référence.

Pour les fournitures hors BPU de l'accord cadre mais conformément à l'objet du marché, le prix de la fourniture sera le prix indiqué à l'offre de chaque marché subséquent.

Il est précisé que les prix du marché sont réputés complets et comprennent notamment :

Les prix mentionnés dans l'annexe financière (BPU) de l'accord cadre, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres taxes frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'exécution de l'accord-cadre, notamment tous les frais annexes (carburant, déplacement, frais de transport et/ou de port, frais généraux, les assurances, le suivi commercial).

Les fournitures entrant dans l'objet du marché et ne figurant pas au BPU sont payées sur la base des prix publics en vigueur pratiqués par le titulaire, après application du taux minimum de remise. Ce taux de remise tient compte de l'ensemble des frais et de la marge bénéficiaire du titulaire. Le prix résultant de l'application du taux de remise au prix public est le prix de vente au pouvoir adjudicateur.

A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni aucune indemnité quelconque.

La modification des taxes fiscales ou parafiscales ne donnera pas lieu à la passation d'un avenant. Les nouveaux taux seront systématiquement pris en compte, avec application à la date d'exécution des prestations.

Aucun frais de reprise de la fourniture ne pourra être facturé en cas de refus d'admission ou de décision de rejet du pouvoir adjudicateur dans les délais prévus à l'article 5.5.4 du présent CCAP.

Les prix remis tiennent compte de toutes les prescriptions garanties, sujétions prévues explicitement ou non et notamment de tous les aléas pouvant résulter des circonstances locales.

A titre exceptionnel, pour toutes fournitures ne figurant ni au bordereau de prix unitaires, de l'accord cadre ou de l'offre remise dans le cadre des marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit :

de passer une directe auprès du fournisseur de son choix

La modification du BPU en cas de changement, de disparition d'une référence de produit ou d'ajout d'un prix ou d'un nouveau produit peut être réalisée :

En cas de changement d'une référence dans le BPU (cessation de produit, etc.) du contrat, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur et proposera un produit de qualité équivalente pour un coût égal ou inférieur du produit remplacé.

4.2 CARACTERE DES PRIX

Les prix sont fermes et définitifs pendant toute la durée du présent marché.

4.3 AVANCE FORFAITAIRE

Aucune avance forfaitaire ne peut être versée dans le cadre de ce marché.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

5.1 NOTIFICATION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT

L'attributaire de chaque marché subséquent est notifié par mail.

Les délais d'exécution des prestations objet du marché subséquent, courent à compter de la réception par l'attributaire des pièces signées par les deux parties.

La notification vaut approbation de l'ensemble des matériels présents à l'offre.

5.2 RESTRICTIONS PARTICULIERES

Le pouvoir adjudicateur souhaite se fournir en matériel pédagogique conformes aux normes CE

5.3. DELAI DE LIVRAISON

Les délais de livraison du matériel seront indiqués par le titulaire pour chaque consultation de marché subséquent.

5.4 LIEU ET HORAIRES DE LIVRAISON

5.4.1. Lieux

Les livraisons pourront se faire aux adresses suivantes :

- Lycée Lyautey, 260 boulevard Ziraoui, 20040 Casablanca (et l'annexe de Beaulieu rue Taamarouft)
- Ecole Ernest Renan, 1 rue de la Pie, 20410 Casablanca
- Ecole Georges Bizet, boulevard Gandhi, 20200 Casablanca
- Ecole Molière, 15 boulevard Mohamed Abdou, 20100 Casablanca
- Ecole Théophile Gautier, boulevard Bir Anzarane, 20250 Casablanca
- Collège Anatole France, rue de Vouziers, 20300 Casablanca
- Ecole Claude Bernard, rue de l'Aisne, 20300 Casablanca
- Groupe scolaire Claude Monet, avenue Yacoub El Mansour, Mohammedia

La livraison s'effectuera à l'intérieur des locaux des établissements, sauf consigne exceptionnelle donnée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se charge de contrôler la livraison.

5.4.2. Horaires

Les livraisons pourront intervenir **du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00.**

Le titulaire a la responsabilité de prévoir que son transporteur convienne préalablement d'une date de livraison avec la personne chargée de la réception des matériels.

Le titulaire devra impérativement prévenir le secrétariat général du pouvoir adjudicateur de la réception de la marchandise de la date et de la plage horaire de son passage au **minimum 48h avant la date de livraison.**

En cas de non-respect répété des horaires convenus, ce contrat pourra être résilié avec le titulaire défaillant conformément à l'article 8 du présent acte d'engagement.

5.5. CONDITIONS DE LIVRAISON

5.5.1. Emballage et Transport

Les fournitures seront livrées à destination, franco de port et d'emballage.

Les fournitures devront être livrées convenablement emballées par le titulaire de sorte que les marchandises puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents au transport. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incomberont au titulaire.

5.5.2. Etablissement de bons de livraison

Chaque livraison, effectuée par le titulaire ou un transporteur, devra être impérativement accompagnée d'un bon de livraison. Le titulaire s'engage au traitement et au suivi des commandes.

En cas de différence entre les quantités prévues au marché et la livraison, le titulaire devra reprendre l'excédent livré ou compléter la livraison.

Chaque bon de livraison devra indiquer l'identification du titulaire, le type de fourniture livrée, et la quantité.

Le bon de livraison sera établi en deux exemplaires, datés et signés par le livreur et la personne chargée de réceptionner la marchandise, cette dernière conservant un exemplaire. **Cette signature n'implique nullement l'acceptation de la fourniture mais seulement la constatation de la date de livraison.**

En cas de matériel non livré, le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur du délai nécessaire au réapprovisionnement.

5.5.3. Vérification

Les opérations de vérifications quantitatives (conformité de la quantité livrée avec celle indiquée sur le marché) et qualitatives (conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché), simples seront effectuées par le pouvoir adjudicateur conformément aux conditions définies aux articles du présent document. Le titulaire procède au montage si nécessaire.

5.5.4. Admission des fournitures

Le titulaire du marché subséquent est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

Elles ne seront pas notifiées au titulaire mais seront réputées acquises si dans un délai de 8 jours à compter de la réception des fournitures, le pouvoir adjudicateur n'a pas prononcé une décision de rejet.

5.5.5. Décision de rejet

En cas de vices ou défauts constatés au moment de la livraison ou dans les 8 jours qui suivent cette réception, le titulaire s'engage à procéder à l'échange des fournitures défectueuses sous 48 heures.

En cas de non-échange dans les 48 heures, la personne publique se réserve le droit de prononcer une décision de rejet en dehors du délai de 8 jours prévu ci-dessus.

5.6 COMPLEMENTS A LA PRESTATION

5.6.1. Suivi des commandes

Le titulaire devra indiquer dans son offre son procédé de suivi des commandes résultant de l'attribution du marché subséquent et des reliquats.

5.6.2. Suivi commercial

Le titulaire devra indiquer les noms et les coordonnées des interlocuteurs du pouvoir adjudicateur. (Commandes, livraisons, reliquats, réclamations...).

5.7 DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ

Sans préjudice des autres sanctions applicables, le pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté de faire appel à tout autre fournisseur dans le cas où le titulaire serait dans l'incapacité d'honorer une commande ou ne répondrait pas à une demande de devis dans les délais impartis.

ARTICLE 6 : GARANTIE

La garantie minimale d'un an, pièces et main-d'œuvre comprises, couvre les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériels. Le titulaire s'engage par ailleurs dans son offre sur le délai de garantie du BPU de l'accord-cadre, ou des matériels proposés dans le cadre des marchés subséquents, qui ne peut être inférieur à un an.

ARTICLE 7 : PAIEMENTS ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

La facture reprendra tous les articles de l'offre concernée de chaque marché subséquent et dans le même ordre.

Les factures relatives aux marchés subséquents porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- numéro et date de la facture
- référence de l'accord cadre et numéro du marché subséquent
- nom et adresse complète du titulaire
- numéro du RC, IF, ICE, CNSS et patente
- nom et adresse du GPT EGD AEFE de Casablanca – Mohammedia, Lycée Lyautey, 260 boulevard Ziraoui, 20040 Casablanca
- la mention du nom du site concerné par la facturation, si la facture couvre plusieurs sites ou matière d'enseignement, **un sous total par site ou par matière** sera indiqué sur la facture
- numéro du compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement
- numéro et date du/des bon(s) de livraison
- désignation précise de la fourniture livrée
- prix unitaire H.T. de la fourniture livrée
- quantité
- taux et le montant de la T.V.A.
- montant T.T.C. de la fourniture livrée
- cachet et signature

Le double du/des bon(s) de livraison (BL) cacheté, devra/ont être annexé(s) à la facture, et devront présenter pour chaque livraison l'ordre et la numérotation du bordereau des prix du lot concerné.

Les factures devront être adressées à : fournisseurs@lyceelyautey.org, et toute autre personne désignée par le pouvoir adjudicateur durant l'exécution du marché.

Les livraisons feront l'objet d'une facture par établissement avec les BL associés, et seront communiquées après chaque livraison, après service fait et après l'échéance du délai d'admission (8 jours à compter de la date de livraison) sous réserve d'éventuelles décisions de rejet du pouvoir adjudicateur et sous réserve des vices cachés.

Le pouvoir adjudicateur règle les sommes dues au crédit du compte suivant : **(Joindre une attestation RIB de la banque)**

Titulaire du compte :
Domiciliation :
Numéro de compte :

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup d'une interdiction.

ARTICLE 8 : PENALITES DE RETARD

8.1. MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES

Sauf cas de force majeure ou prolongation de délai résultant d'un accord écrit du pouvoir adjudicateur, les pénalités courent à compter du constat du retard de la livraison, de la mauvaise exécution de la prestation sans mise en demeure préalable.

Elles seront notifiées par écrit et devront obligatoirement être reportées sur la facture.

8.2. MONTANT DES PENALITES

Le montant des pénalités est fixé dans les conditions suivantes :

Pénalité pour retard : 1 500 dirhams TTC par jour de retard.

Pénalité pour défaut ou vices cachés : : 1 500 dirhams TTC par vice

Une pénalité forfaitaire de 5 000 MAD (cinq mille dirhams toutes taxes comprises) sera appliquée à tout autre manquement aux prescriptions prévues du présent cahier des charges.

Une livraison partielle, ou le défaut de reprise de l'ancien suite à livraison du nouveau, ne suspend pas l'application des pénalités. Des pénalités identiques seront appliquées en cas de dépassement des délais de remplacement du produit ou matériel défectueux.

ARTICLE 9 : CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire est informé que l'acheteur souhaite autant que possible, réduire les impacts environnementaux de ses activités.

Ainsi, pour les aspects environnementaux le titulaire sera tenu par les termes de son offre (moyens utilisés pour l'emballage, le transport, la livraison).

ARTICLE 10 : ASSURANCE

Tout titulaire, doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir confidentielles les informations de toute nature qui lui sont communiquées comme telle par l'autre partie pendant l'exécution du contrat ou dont elle aura eu connaissance au cours de la réalisation de la prestation.

Les parties s'engagent à n'utiliser ces informations qu'aux fins de la réalisation de la prestation de service.

De même, les parties s'engagent à ne pas exploiter, pour leur compte ou pour celui d'un tiers, directement ou indirectement, tout ou partie de ces informations.

Chaque partie devra, à la fin de la relation contractuelle, restituer tout document contenant des informations confidentielles qui lui aura été confié par l'autre partie et n'en conserver aucune copie.

L'engagement de confidentialité des parties est valable pendant toute la durée d'exécution du contrat et pendant 20 ans suivant la fin de réalisation de la prestation.

Clause Protection des données personnelles

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement général sur la protection des données (RGPD).

Dans ce cadre, il traite les données uniquement pour les besoins du marché, sur instruction de l'acheteur, en garantit la confidentialité et met en œuvre les mesures de sécurité appropriées.

Il informe sans délai l'acheteur de toute violation de données et s'engage à supprimer ou restituer les données à l'issue du marché.

ARTICLE 12 : RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur pourra, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui imposent le présent CC ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché sans mise en demeure et sans le paiement d'aucune indemnité.

Cette résiliation ne remettra pas en cause l'application des pénalités de retard.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par les titulaires de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

A défaut d'accord amiable, les litiges éventuels sont portés devant le tribunal compétent dont relève le pouvoir adjudicateur.

Cachet de l'entreprise
(Obligatoire)

à, le

(Mention manuscrite «***Lu et approuvé***»)
Signature du candidat